

Présentation synthétique Comptes administratifs 2016



LA HAUTE-GARONNE C'EST VOUS !

PRESENTATION SYNTHETIQUE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

I – Eléments de contexte :

Contexte général :

Les collectivités territoriales ont connu au cours des dernières années des réformes fiscales modifiant en profondeur leurs financements, et ont dû faire face à une baisse drastique des concours de l'Etat dans le cadre du redressement des comptes publics. Le secteur public local a été sollicité pour 11 milliards d'euros pour la période 2015-2017, sur un plan de 50 milliards d'économies ayant pour objectif de ramener le déficit public sous la barre des 3% du PIB.

En diminuant la dotation globale de fonctionnement, l'effort de réduction des dépenses des collectivités devait porter exclusivement sur le fonctionnement. Or, les départements, confrontés parallèlement à une conjoncture économique tendue et à une demande toujours accrue de leurs aides sociales, ont vu leur capacité d'autofinancement se réduire, les obligeant à utiliser les dépenses d'investissement comme levier d'ajustement budgétaire.

Pour le Département de la Haute-Garonne, outre la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses de structure, le Département a bénéficié, pour la première fois depuis de nombreuses années, d'une moindre évolution des dépenses de RSA (allocations). Les recettes ont quant à elles progressé favorablement, grâce à une CVAE et à des droits de mutation dynamiques, ce qui a permis d'amortir la ponction encore opérée par l'Etat sur la DGF (-20M€). Le niveau d'autofinancement est supérieur à la moyenne des autres départements.

En matière d'investissement, les dépenses réalisées sont en diminution de manière ponctuelle. Après intégration des dépenses engagées en fin d'exercice, le taux d'exécution des investissements avoisine les 87%.

L'analyse ci-après montre que le Département de la Haute-Garonne dispose d'indicateurs financiers satisfaisants, qui permettront notamment la poursuite de la politique de solidarité envers les plus fragiles, et la mise en application du plan investissement 2016-2021 voté par l'assemblée départementale pour plus d'1 milliard d'euros.

Contexte économique et social du Département de la Haute-Garonne¹ :

- **Une population très localisée dans le nord du département** : 71% de ses habitants vivent dans l'agglomération toulousaine. La Haute-Garonne est le département le plus peuplé de la région Occitanie et représente près d'un quart de la population régionale. Il est très urbanisé avec 84% de sa population vivant dans une agglomération (zone urbaine d'au moins 2.000 habitants).

- **Une population en forte augmentation** : entre 2007 et 2012, le département de la Haute-Garonne a crû de plus de 76 000 habitants, arrivant en tête derrière le Rhône.

Le recensement de 2013 comptabilise 1 298 562 habitants, soit une variation annuelle moyenne de +1,3% entre 2008 et 2013 (contre +0,5% en moyenne métropolitaine). Il occupe la 13^{ème} place des départements les plus peuplés de France.

La moyenne d'âge de 38,5 ans fait de la Haute-Garonne le département le plus jeune de la région Occitanie.

- **Un département très attractif au niveau de l'emploi** : plus de 61% des 15 ans et plus sont actifs, contre 55% pour la région et 58% pour la France métropolitaine. Près de 54 000 actifs habitent des départements limitrophes. Le taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2016 est de 9,8% (129 740 demandeurs d'emploi) il était de 10,4% en décembre 2015. Comparativement, en France métropolitaine, les taux sont respectivement à 9,7% et 9,9%.

- **Un secteur tertiaire dynamique faisant progresser l'emploi** : les secteurs des services et du tertiaire occupent 80% des emplois. Le nombre de créations d'entreprises en décembre 2016 est de 13 034, soit +7,3% en année glissante, contre +5,8% pour la France métropolitaine.

- **Un département parmi les plus riches du territoire (hors Ile-de-France)**: le revenu médian (1 790€ pour une personne seule et 3 220€ pour 1 couple avec 1 enfant) est le plus élevé de la région, et arrive 3^{ème} derrière la Haute-Savoie et le Haut-Rhin.

- **Près de 9 logements sur 10 sont des résidences principales** : cette fraction est plus élevée comparée à la région (76%) et à la métropole (83%). En lien avec la forte croissance démographique, le nombre de logements a augmenté de +10,5 % en cinq ans, soit près du double de la croissance observée en France métropolitaine.

¹ Données INSEE mars 2016 : données au 1^{er} janvier 2012 (sauf autre mention).

II – Données financières : les grandes masses de dépenses et recettes :

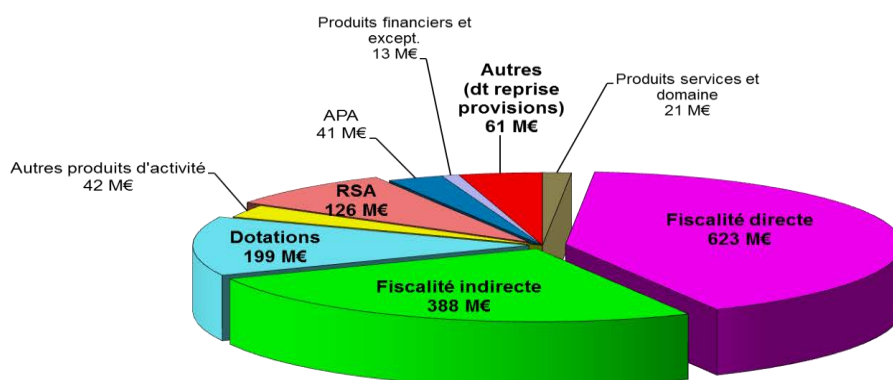
En données de compte administratif 2016, les dépenses réelles totales du budget principal de la collectivité s'élèvent à **1,637 milliards d'euros**, soit une évolution de +2,83% sur l'année.

en M€	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 350	1 386	1 444	1 458	1 512
% évolution		2,7%	4,2%	0,9%	3,7%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 135	1 176	1 237	1 259	1 318
% évolution		3,7%	5,1%	1,9%	4,7%

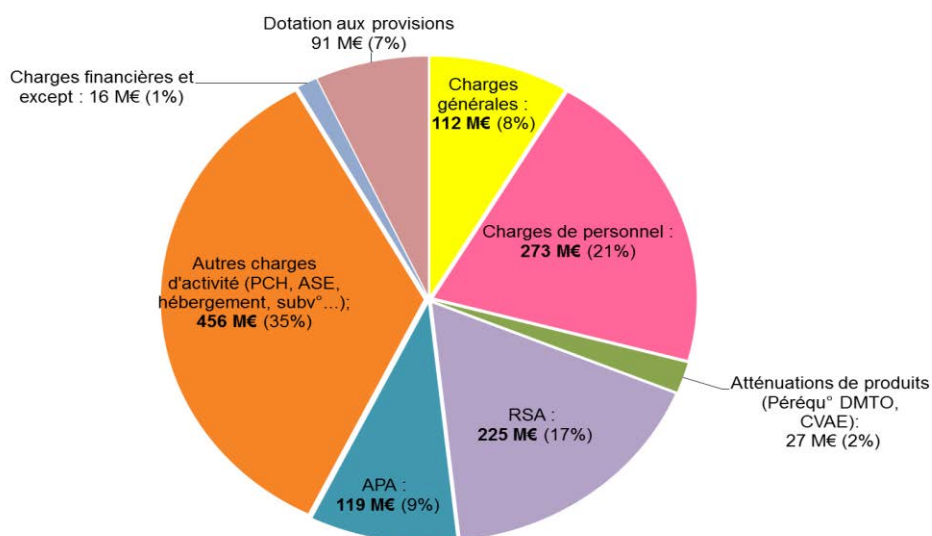
en M€	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors affectation)	251	241	182	161	157
% évolution		2,7%	4,2%	0,9%	3,7%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	462	377	356	333	319
% évolution		-18,5%	-5,4%	-6,5%	-4,2%

FONCTIONNEMENT :

Composition des recettes de fonctionnement 2016 : 1,51 milliard d'euros



Composition des dépenses de fonctionnement 2016: 1,32 Milliard d'€



En recettes, la fiscalité directe et indirecte représente 67% des produits encaissés, et une variation annuelle de +6% grâce à une CVAE et des droits de mutation dynamiques. Le taux de taxe foncière est resté inchangé pour la 3^{ème} année consécutive. Les dotations de l'Etat sont en baisse de 7,6%.

En dépenses, les charges de personnel connaissent l'évolution annuelle la plus faible de ces 5 dernières années (+0,4%). L'essentiel de la hausse du coût de la masse salariale résulte du glissement vieillesse technicité (GVT) à hauteur de 1,7 M€ et de l'augmentation de la valeur du point (0,74 M€).

Le personnel départemental est constitué au 31/12/2016 de 6 744 agents dont 6 131 permanents (titulaires, stagiaires, et non titulaires sur emplois permanents) et 494 assistants familiaux.

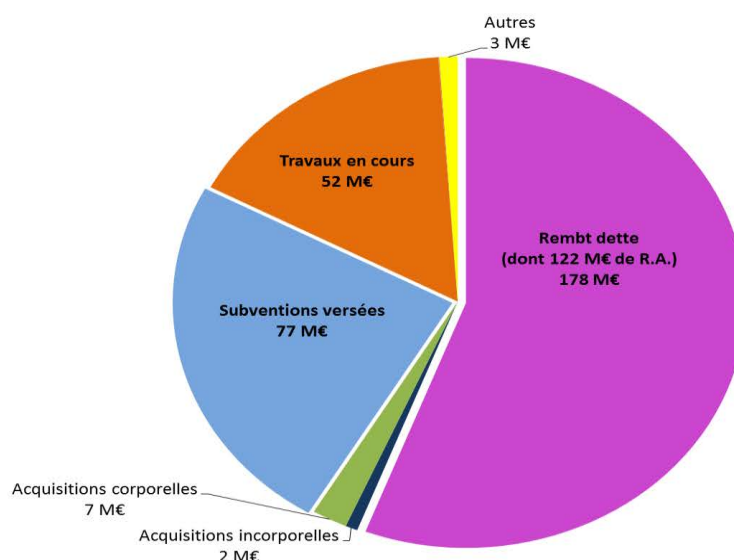
Le secteur de la solidarité (aides sociales, frais d'hébergement, actions éducatives...) avec 706 M€, représente 53 % des dépenses de fonctionnement. Fin décembre 2016, le département compte 26 875 bénéficiaires de l'APA et 36 588 bénéficiaires du RSA.

Les charges générales incluent les postes d'entretien et réparation de la voirie et des bâtiments (19 M€), et les transports dont la gratuité des lignes scolaires (45 M€). Près de 80.000 élèves ont été transportés en 2016.

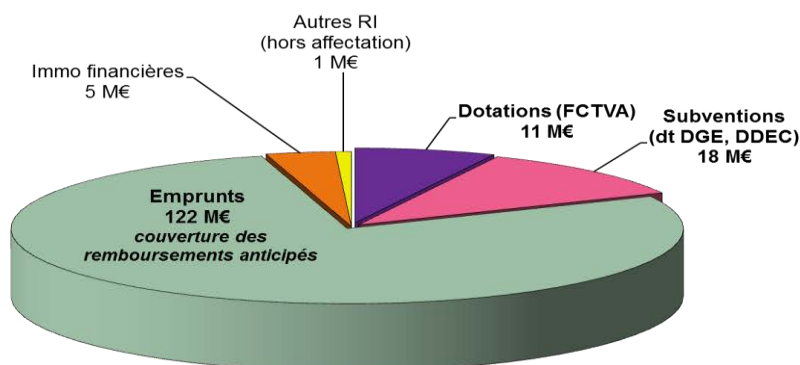
Les intérêts de la dette s'élèvent à 12,5 M€ (-15%) et représentent 1,2% des dépenses de fonctionnement.

INVESTISSEMENT :

Composition des dépenses d'investissement 2016 : 319 M€



Composition des recettes d'investissement 2016 : 157 millions d'€uros (hors affectation)



En dépenses, les dépenses d'équipement brut (acquisitions et travaux) se sont élevées à 60,4 M€.

Les travaux ont représenté 51,6 M€ et ont notamment porté sur les bâtiments pour 16,3 M€ (dont 13,8 M€ pour les collèges), et sur la voirie pour 31,4 M€ (modernisation du réseau, travaux sur ouvrages d'art, chaussées et pistes cyclables).

Les subventions d'investissement ont été versées au bénéfice des personnes publiques pour 59,3 M€ (36,8M€ aux communes et intercommunalités dont 12 M€ pour le pool routier et 7,2 M€ pour le scolaire ; 7,5 M€ à l'Etat pour la voirie), et des personnes privées pour 17,3M€ (dont 14 M€ en faveur du logement).

Le remboursement du capital annuel de la dette a été de 56 M€.

En recettes, aucune mobilisation d'emprunt nouveau n'a eu lieu.

Les ressources propres d'investissement s'élèvent à 35 M€.

III- Les équilibres financiers :

L'épargne nette à 138 M€ augmente de 8 M€ (+5,6%), en intégrant la charge du remboursement du capital de la dette de 56 M€. Le ratio par habitant est de 106 €, contre 56 € en moyenne nationale (CA2015).

Le taux d'épargne nette² 2016 est quasi stable à 9%, comparé à 2015 (8,9%).

Les investissements ont été largement financés par l'épargne et les ressources propres d'investissement.

M€	2012	2013	2014	2015	2016
Epargne nette (a)	170	157	149	130	138
Dépenses réelles d'investissement totales	462	377	356	333	319
<i>dt remboursements anticipés d'emprunts</i>	215	121	110	117	122
Dépenses réelles d'investissement (hors C16)	202	202	188	148	141
Recettes réelles d'investissement (b)	251	241	182	161	157
dont emprunts (c)	203	203	143	130	122
Capacité d'investissement (a+b-c)	218	195	188	161	172
<i>% évol°</i>		-10,46%	-3,52%	-14,56%	6,98%
Taux de financement de l'investissement hors dette	108,12%	96,49%	100,32%	108,95%	122,12%

IV – L'endettement :

Le stock de dette propre au 31 décembre 2016 s'élève à 528,3 M€ au budget principal, soit une baisse de -9,6% (-17% sur 5 ans).

La charge par habitant est de 407€ contre 541€ pour les départements hors Paris hors DOM (données CA 2015)³.

Le taux moyen de la dette se situe à 2,29% (contre 2,45% en 2015).

Le risque de taux établi sur l'échelle de Gissler (charte de bonne conduite) est situé à 1, soit une absence totale de risque.

Le taux d'endettement⁴ se replie à nouveau largement de 5 points à 35% en 1 an.

La capacité de désendettement⁵ est de 2 ans et 7 mois, et se réduit légèrement.

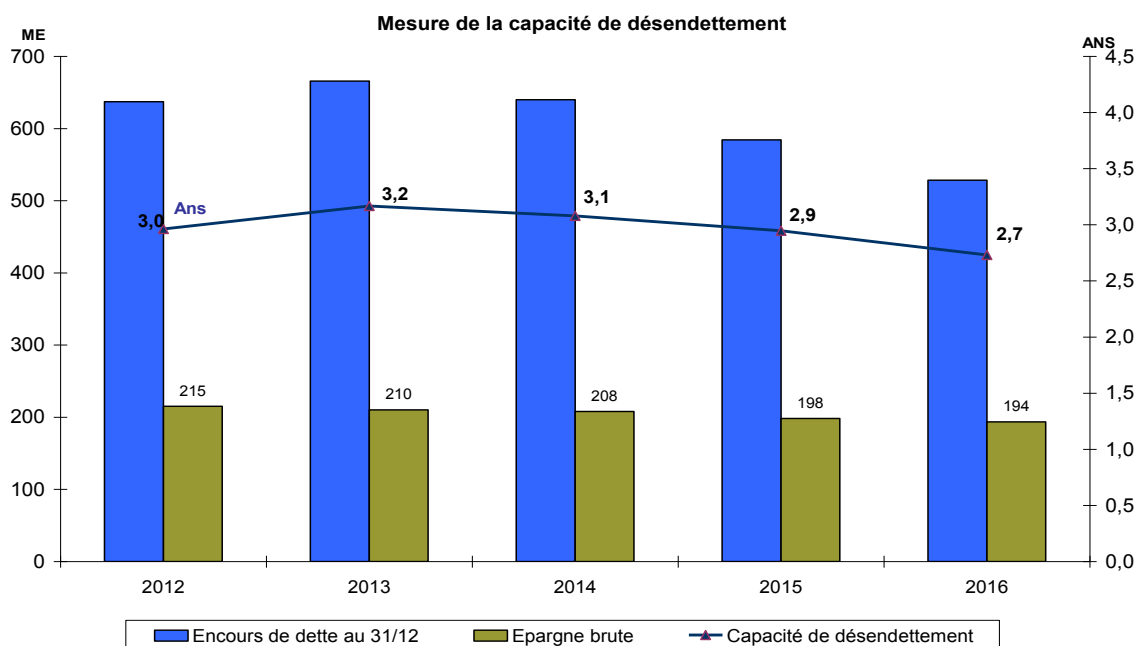
Pour l'ensemble des départements, la capacité de désendettement est de 5,2 ans (hors Paris et DOM – 2015).

² Taux d'épargne nette : épargne nette divisée par les recettes réelles de fonctionnement

³ Source : DGCL DGFIP Les finances des départements en 2015.

⁴ Taux d'endettement : encours de la dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement.

⁵ Capacité de désendettement : encours de la dette divisé par l'épargne brute.



V- Les principaux ratios :

	Valeurs en €	Moyennes nationales en 2015
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 015	901
Produit des impositions directes/population	480	317
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 164	1 000
Dépenses d'équipement brut/population	47	90
Encours de dette/population (1)	407	519
DGF/population	95	161
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	20,69%	20,60%
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital /recettes réelles de fonctionnement	90,90%	94,60%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	4,01%	9,00%
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (1)	34,95%	51,90%

(1) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N

VI - Département de la Haute-Garonne - Budget consolidé

Budget consolidé au compte administratif 2016 - hors reprise des résultats antérieurs

	Budgets annexes en M€										Budget principal en M€	Total consolidé en M€
	Restauration	Cité Roguet	Parc Technique	Labo des Routes	Pépinières	Laboratoire de l'Eau	Laboratoire Vétérinaire	Transports interurbains	Réseaux Haut Débit	Total		
Dépenses de fonctionnement	1,21	1,79	20,97	0,31	0,74	5,71	3,86	24,23	0,26	59,09	1 450,88	1 509,97
dont subvention d'équilibre											24,18	
Recettes de fonctionnement	1,21	2,05	20,82	0,39	0,74	5,80	3,77	24,23	0,32	59,32	1 516,98	1 576,30
dont subvention d'équilibre	0,39			0,27	0,48		0,50	22,43	0,11	24,18		24,18
Dépenses d'investissement	0,00	1,32	2,67	0,33	0,00	0,31	0,17	0,48	0,63	5,90	326,74	332,64
dont subvention d'équilibre											0,28	0,28
dépenses d'investissement hors emprunt	0,00	1,16	2,67	0,33	0,00	0,31	0,17	0,48	0,63	5,75	148,32	154,07
dont dépenses d'équipement (20 21 23 hors 238)	0,00	0,50	2,00	0,33	0,00	0,31	0,17	0,41	0,63	4,35	60,24	64,59
dont subventions versées (204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77,06	77,06
Recettes d'investissement	0,00	1,72	3,69	0,49	0,03	0,71	0,22	0,19	0,07	7,13	337,43	344,56
dont subvention d'équilibre		0,20							0,07	0,28		0,28
recettes d'investissement (hors emprunt et OCLT)	0,00	1,72	3,69	0,49	0,03	0,71	0,22	0,19	0,07	7,13	159,02	166,15
Total dépenses	1,21	3,11	23,64	0,64	0,75	6,02	4,04	24,71	0,89	65,00	1 777,61	1 842,61
Total recettes	1,21	3,77	24,51	0,88	0,77	6,50	3,99	24,42	0,39	66,44	1 854,42	1 920,86
Résultat avant reprise (recettes - dépenses)	0,00	0,66	0,87	0,24	0,02	0,48	-0,05	-0,29	-0,50	1,45	76,80	78,25